

# La démocratie a-t-elle été un seul jour le « pouvoir du peuple » ?



**Philippe Godard**

publié en pdf par diogene.ch

copyright/copyleft P.Godard /diogene.ch 2008.

Le texte est disponible selon les termes de la licence libre "créative commons" (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc/2.0/fr/%20>)

## **Texte de Philippe Godard pour Paul Ariès, ouvrage sur la démocratie.**

Un demi-siècle après l'avènement de la V<sup>e</sup> République, le pouvoir est tombé aux mains d'une oligarchie d'un nouveau genre. Cette alliance réunit grands patrons et ministres fantoches qui n'ont obtenu leur portefeuille que par copinage ou grâce à l'opportunisme politique dont ils ont fait preuve – cet opportunisme étant le gage de leur complète servilité à l'égard de la sphère économique et financière. Ce hold-up sur la démocratie orchestré par un tyranneau digne des républiques bananières ne devrait pas nous surprendre. En effet, dès sa naissance, la démocratie souffrait de graves dysfonctionnements, qui sapaient le système et dévoilaient que la I<sup>re</sup> République était en partie une continuation de l'Ancien Régime. En 1792, le nouveau pouvoir est advenu par une révolution – et non une « rupture » de pacotille. Mais cette révolution ne porta jamais un régime démocratique au sens absolu du terme : *pouvoir réel du peuple sur sa vie quotidienne et sur son propre avenir.*

Tout au long de son histoire, la démocratie moderne n'a su être au mieux que le système le moins pire, la moins inacceptable des tyrannies, le moins atroce des totalitarismes. Il ne s'agit plus tant aujourd'hui de discuter de la douceur des moyens coercitifs et des méthodes d'abrutissement généralisé employés par les États démocratiques, que de déplorer l'efficacité de ces moyens et de les dénoncer afin de les combattre. On nous laisse le choix de la longueur de notre chaîne et de la couleur du boulet, mais aucun État ne songerait à nous en délivrer.

Certes, la démocratie ne tue pas, elle n'a enfanté ni goulags ni camps de concentration – à peine quelques centres de rétention pour étrangers en voie d'expulsion et des prisons surpeuplées... La répression n'est pas la seule arme du système, et sans doute pas la plus performante en termes d'asservissement.

Le système démocratique inocule en effet quelques virus fort efficaces, qui affaiblissent tout peuple qui chercherait à s'émanciper, au point de finir par l'en dissuader. L'illusion et le consensus comptent parmi ces armes redoutables au service de la tyrannie démocratique. Ainsi, la prétendue liberté de l'information, essentielle dans un tel système, n'a toujours été, jusqu'à nos jours et plus encore de nos jours où il est impossible de trier parmi la masse titanesque de nouvelles quotidiennes, qu'un attrape-gogos.

Herbert Marcuse avait indiqué que la possibilité de nous émanciper était réelle, mais que les données de cette éventuelle libération se compliquaient au fur et à mesure que le système entrait dans une phase « industrielle avancée » – certains diraient aujourd'hui « post-industrielle ». Il soulignait dès les années 1970 « combien la société industrielle avancée est capable de contenir le changement social (qualitatif) ». Il ajoutait que maintenir cette capacité à museler le changement – caractéristique qu'il appelle « le confinement » – était un objectif clé des pouvoirs en place : « Aujourd'hui, c'est encore le progrès technique, organisé par les intérêts sociaux dominants, qui assure non seulement l'efficacité du confinement mais qui crée également les nouvelles formes de confinement par la croissance, d'oppression par la rationalisation, de non-liberté par la satisfaction <sup>1</sup>».

---

1 Herbert Marcuse, *Le problème du changement social dans la société technologique*, éditions Homnisphères, 2007.

Face à un constat aussi amer, qui fait du progrès technologique, de la croissance économique, du confort atteint dans nos sociétés et de l'abrutissement médiatique des armes a priori fatales, nous pourrions être tentés de baisser les bras et d'accepter « le moins pire » de tous les systèmes : notre chère démocratie. Il serait facile d'oublier les inégalités sociales et le gouffre Nord-Sud, au nom du confort dont nous jouissons ici et de l'illusion qu'il pourrait en être de même partout. On verra en conclusion que cette position désespérée et désespérante est avant tout une erreur politique : la démocratie n'est pas la liberté, et rien ne justifie de renoncer devant tant d'hypocrisie et de maîtrise totalitaire du corps social. Nous avons beau subir des anesthésies générales et renouvelées, le corps social n'est pas mort, son cadavre bouge encore.

Entre la démocratie, la monarchie ou le nazisme, il ne s'agit pas de choisir le régime le moins intolérable. C'est précisément ce choix auquel on voudrait nous contraindre qui permet au consensus de si bien fonctionner : on ne nous propose que ce qui serait plausible, la démocratie sous sa forme actuelle, sinon nous tomberions dans la pire des tyrannies. Et alors ? et l'utopie, et le socialisme – un véritable socialisme, pas un ersatz frelaté –, et le communisme, et l'écologie politique, et l'anarchie, et tant d'autres idéaux politiques présents et à venir ? Pourquoi les évacuer ainsi d'un revers de la (bonne) conscience ?

Croire que la démocratie, sous la forme républicaine qui est née en France en septembre 1792 et qui, malgré quelques trous historiques, se perpétue jusqu'à nos jours est un système qui représente « au mieux » le pouvoir du peuple, qu'elle est donc le moins pire des maux, c'est oublier que du « beaucoup mieux » n'est pas hors d'atteinte. La crise actuelle de la démocratie ouvre peut-être même des voies.

## La « rupture » de 1792

Dès le départ, la démocratie « républicaine » n'a laissé qu'une place mineure à la *res publica*, et pas de place du tout à la voix du peuple. La continuité avec l'Ancien Régime n'a pas tardé à apparaître aux yeux de tous.

Aujourd'hui et depuis au moins trois décennies, alors que des bandes de copains ayant tissé entre eux des intérêts *privés* accaparent la *chose publique* elle-même, cette filiation entre aristocratie et démocratie bourgeoise est encore plus évidente. Ce n'est pas parce que, de nos jours, critiquer la démocratie semble à certains une inconséquence politique apte à favoriser le développement de tendances de type fasciste qu'il faut nous en priver. Ce serait le meilleur moyen de laisser ce système glisser vers le « encore moins bien », jusqu'à en arriver au pire du pire, à court terme qui plus est. Il faut que l'oligarchie qui nous tyrannise sache que nous ne nous contentons pas du simulacre de démocratie qu'elle nous sert.

L'avènement de la démocratie a été l'aveu de la crise profonde que traversait le régime royal dans la France des derniers rois d'Ancien Régime, de Louis XIV à Louis XVI. On s'interdit cependant de comprendre cette crise si on part du principe – que l'on rabâche pourtant encore à nos chères têtes blondes – qu'à partir de Henri IV, et plus encore avec Mazarin et Louis XIV, s'est mis en place en France un système absolutiste. Absolutiste, cela devrait signifier que le roi avait le pouvoir absolu, total, et dans le sens commun actuel, c'est bien ce que cela signifie : une sorte de dictature s'appuyant sur les moyens technologiques de l'époque, donc pour l'essentiel la force du glaive et celle, à ne surtout pas négliger, de la mitre, agrémentées de l'abrutissement par l'ignorance de la masse des paysans,

sciemment entretenue par le roi, les nobles et les évêques. Or, ce tableau est très loin d'être juste. Il ne faut pas mélanger le comportement pathologique de demi-dieux, qu'ont réellement eu Louis XIV et Louis XV dans l'intimité de Versailles, avec un pouvoir *politique* absolu en toutes choses dans le royaume, de Paris jusqu'au fin fond des campagnes. La représentation louis-quatorzienne fut digne d'un monarque absolu et tyrannique, en effet, mais sa politique était sensiblement tempérée par des ministres, des contre-pouvoirs divers, ceux des cités mais aussi du bas peuple. Louis XIV prépara ou aida – à son corps défendant – la montée de la bourgeoisie, laquelle faillit triompher sous son successeur Louis XV, aux prises avec la noblesse de robe, parlementaires et autres juges. Ce n'est pas le lieu ici de refaire un exposé d'un siècle d'histoire, mais rappelons cependant quelques éléments moins connus, qui modifient l'image de l'absolutisme que l'on voudrait nous faire adopter, afin, par contraste, de nous faire embrasser sans réserve la cause de la démocratie façon république bourgeoise.

Sous nos monarques absolus, les révoltes paysannes n'ont jamais cessé, au point que Jean Nicolas en a recensé plusieurs milliers de 1660 à 1789. Au plus bas de la période, dans les vingt années 1670-1689, on compte quand même quelque 400 révoltes, soit en moyenne une vingtaine par année. Pour les seules années 1705-1709, alors que Louis XIV est au faite de son pouvoir, Jean Nicolas en dénombre 612. Et par la suite, jusqu'à l'apogée de 1785-1789 avec 869 révoltes, on n'en compte jamais moins d'une quarantaine chaque année <sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Jean Nicolas, *La rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale. 1661-1789*, Le Seuil, 2002.

Étrange pouvoir absolu, qui ne sait pas réprimer la rébellion de la plus basse et de la plus méprisée de ses classes... À quoi sert donc le sabre, toujours sans oublier le goupillon, allié sans faille de ce pouvoir absolu ? Voilà qui montre que le pouvoir du roi n'est pas si absolu qu'on le prétend ; il n'était même pas capable de tenir son royaume. L'on pourrait ajouter des exemples d'un autre genre, telle l'impertinence d'un Vauban, que l'absolutisme du roi, là encore, ne sut réduire au silence.

Sous Louis XV, voici encore un roi « absolu » qui donne la piètre image d'un souverain ballotté par ses ministres, et surtout incapable de maîtriser les frondes de ses magistrats<sup>3</sup>. Les révoltes paysannes ne cessent pas, et s'accroissent même, tandis que le roi est débordé par des intellectuels qui savent peu à peu, et de façon efficace, le pouvoir royal : Diderot en est le plus illustre exemple. Cet absolutisme est bien faible, qui laisse filer ainsi la contestation jusque sous le nez du monarque.

## **La voie ouverte par Saint-Just**

Pour comprendre la faillite de la démocratie actuelle, on ne peut remonter à l'avènement de Sarkozy, ni à celui de la V<sup>e</sup> république, ni même à telle ou telle crise marquante de la vie politique *républicaine*. Il est plus utile de nous placer à la *naissance* de la chose. Donc dans les années charnière qui vont du règne de Louis XVI (1774-1792) jusqu'à Thermidor (1794), afin de déterminer ce qui, dans l'Ancien Régime, s'est poursuivi dans le nouveau.

---

<sup>3</sup> On peut lire avec profit *De la cause de Dieu à la cause de la Nation. Le jansénisme au XVIII<sup>e</sup> siècle*, de Catherine Maire, Gallimard, 1998.

Déjà, les états généraux de 1789 ne comptaient qu'un seul paysan alors que ceux-ci représentaient 80 % de la nation. Il y avait donc eu, en amont, un processus de confiscation du pouvoir qui n'était pas neutre : les députés du tiers aux états généraux se sont retrouvés entre gens du même monde – la bourgeoisie –, et ont pu apprécier à quel point il était plus facile de s'entendre entre soi pour à la fois flouer les paysans et combattre la noblesse afin de prendre sa place. Les bourgeois se trouvèrent dans la même situation que le roi et sa noblesse décidant entre eux des affaires du royaume, ce qui était le contraire de la démocratie au sens étymologique.

Le danger d'un tel entre-soi antidémocratique est d'ailleurs apparu aux députés de la Constituante, qui, dans un magnifique sursaut d'honnêteté, décidèrent qu'ils ne pourraient se faire réélire dans l'Assemblée suivante, la Législative, élue en octobre 1791. Les aléas de l'histoire ont cependant fait que, dès septembre 1792, la Législative disparut, et les ténors de 1789 purent intégrer la Convention.

L'accaparement frauduleux du pouvoir par une classe ne s'est pas fait de façon mécanique, et sans aucun doute, une part des députés ne voyaient pas les événements de la façon dont ils se sont déroulés. Les adeptes de Rousseau avaient ainsi eu tout loisir pour méditer les idées du maître, et notamment celle-ci en forme de menace : le royaume de France est trop grand, affirmait-il, pour qu'une république réelle s'y mette en place qui respecte l'idéal démocratique. Rousseau, se méfiant des institutions, avait bien compris qu'un contrôle sur les puissants, pour être efficace, avait besoin d'une proximité entre le peuple et ses mandataires, et que la délégation, loin et très au-dessus du peuple, était porteuse de déviations. La démocratie républicaine, telle qu'elle se mit en place entre 1789 et 1792, ne pouvant

fonctionner à la satisfaction des plus exigeants, les compromis débouchèrent sur la dictature.

Les opinions des révolutionnaires de 1789 divergeaient sur de nombreux points fondamentaux. Même en se limitant au seul thème de la démocratie, il serait vain de prétendre en tracer un tableau précis, tant le bouillonnement politique de l'époque était impossible à maîtriser. Ce n'est pas aujourd'hui, plus de deux siècles après cet événement qui reste la pierre fondatrice de toutes les démocraties actuelles, que l'on peut reconstituer avec assez de précision les parcours individuels et collectifs, dans les assemblées, les clubs, les réunions de section, pour déterminer avec certitude où, quand et comment la démocratie a basculé vers « le moins pire des systèmes ». Cependant, un homme émerge, qui symbolise ou concentre toute l'hypocrisie et le mensonge de la démocratie, et qui, par son action au premier rang, a révélé ce que voulaient, au fond, ceux qui venaient de s'emparer du pouvoir : Saint-Just. Car Saint-Just, et non Robespierre, est l'homme des grands discours, ceux qui montrent comment on peut *nier la démocratie du point de vue même de la démocratie* <sup>4</sup>.

Dès son premier discours sur le jugement de Louis XVI, prononcé devant la Convention le 13 novembre 1792, Saint-Just donna quelques indications sur la façon dont la

---

<sup>4</sup> Tout cela n'est pas sans rappeler la négation du communisme par les bolcheviks le soir même de leur accession au pouvoir. En effet, lors du II<sup>e</sup> Congrès panrusse des soviets, ouvert juste après le départ de Kerenski et la prise du pouvoir par Trotski et Lénine, les bolcheviks expulsèrent les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, leurs seuls contradicteurs, puis votèrent une résolution attribuant tout le pouvoir « aux soviets », alors que, de fait, c'est le parti bolchevik et lui seul qui assumait désormais le pouvoir, toute opposition ayant été exclue. C'est au nom de l'idéal soviétique que l'on bâtit un pouvoir parfaitement antisoviétique au sens propre. Le « progrès » visible entre 1792 et 1917 est que les bolcheviks ont tout verrouillé *immédiatement, et avec succès*, alors que les robespierristes ont mis longtemps, et ont perdu.

démocratie pouvait être contournée par un seul sans remettre pourtant en cause l'édifice républicain dans son ensemble : « ... le peuple peut bien imposer des lois par sa volonté, parce que ces lois importent à son bonheur ; mais le peuple même ne pouvant effacer le crime de la tyrannie, le droit des hommes contre la tyrannie est personnel ; et il n'est pas d'acte de la souveraineté qui puisse obliger véritablement un seul citoyen à lui pardonner <sup>5</sup>». Ce qui, dit de façon moins alambiquée, signifie que face au droit du peuple qui est fonction de ce que Saint-Just appelle « son bonheur », persiste un droit « personnel » – nous dirions aujourd'hui « individuel » – par lequel chaque citoyen peut réclamer, y compris contre le peuple souverain. Certes, il s'agissait en l'occurrence de réclamer le jugement d'un « tyran » et sa mort, mais précisément, Saint-Just, qui n'était pas certain alors que l'Assemblée le suivrait dans sa demande de mise en jugement du roi, se prémunit déjà en affirmant que même si le peuple ne le veut pas, un simple citoyen doit pouvoir ne pas se plier à la volonté générale. Rien n'empêcha par la suite d'appliquer cette capacité qu'a chacun de réclamer contre tous à d'autres domaines que la lutte contre la tyrannie, et notamment au profit individuel. D'ailleurs, de nombreux arguments justifiant le profit individuel existaient dès avant la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et d'autres ont été avancés au siècle suivant par les économistes, dont les plus connus sont sans doute ceux d'Adam Smith.

Voici donc un principe « démocratique » fondamental... qui permet de bafouer la démocratie réelle : tout individu peut faire prévaloir son droit au nom de son bonheur personnel et parce que cela ne nuit pas au bonheur général, du moins a priori. Le profit individuel trouve là son fondement démocratique moderne. Cela d'autant qu'il est beaucoup plus facile à un individu de

---

<sup>5</sup> *Œuvres complètes*, Saint-Just, éditions Gérard Lebovici, p. 381.

montrer en quoi son profit personnel peut-être utile à tous qu'au peuple de dire en quoi consiste son bonheur – qui reste en effet très abstrait.

Telle était la vraie question démocratique en novembre 1792 : non pas savoir si le peuple devait juger ou pas le roi, mais plutôt *que le peuple ressent une horreur telle de la tyrannie que toute entreprise visant à confisquer son pouvoir devînt impossible*. Cette vision politique ne fut exprimée que par de rares députés qui, comme Condorcet, tentèrent d'impulser une « instruction publique » qui instille dans le corps social, précisément, l'amour de l'émancipation et de la liberté, et qui ne s'emploie pas à réduire chaque individu au simple service d'un corps social devenu abstrait – ce qui est désormais le rôle de l'éducation nationale, publique comme privée <sup>6</sup>. La déviation opérée par Saint-Just est subtile – on n'est certes pas dans le totalitarisme massif et la négation de toute liberté, pas du tout –, mais voilà cependant une perversion majeure de l'esprit démocratique. Majeure car nous la vivons encore aujourd'hui.

Par exemple, lorsque dans l'affaire de l'*Erika* Total n'est condamné, au nom du « bonheur du peuple » et de ce droit qu'a le peuple de jouir de plages propres, qu'à 375 000 euros d'amende, et ne doit rembourser qu'une toute petite part des frais engagés par la communauté pour nettoyer les côtes atlantiques souillées, cela signifie que le droit du peuple n'est plus qu'une coquille vide, que personne ne se sent capable de chiffrer et d'estimer – parce que l'évidence est que cette jouissance de la nature est inestimable, qu'elle aurait dû passer à l'occasion de ce procès avant toute autre considération, surtout mercantile, mais elle n'est pas « chiffrable » –, tandis que Total, société

---

<sup>6</sup> Lire sur cette question *Au travail les enfants !* Philippe Godard, éditions Homnisphères, 2007.

privée, a su faire valoir avec une infinie précision son propre intérêt. Ce n'est pas un hasard si l'État a renoncé à faire appel, estimant que Total avait été justement condamné dès la première instance, alors que les associations de riverains et les riverains eux-mêmes se plaignaient – et n'étaient donc pas défendus par l'État.

Ce n'est qu'un exemple de la façon dont *la démocratie, en voulant consacrer à la fois le droit commun de tous et le droit particulier de chacun, n'aboutit qu'à faire valoir le droit des plus forts et des plus puissants*. Or, la force et la puissance s'évaluent en milliards d'euros et de dollars, en capitalisation boursière, et la démocratie est la grande vaincue.

Saint-Just était-il un visionnaire ? Dans son discours sur la Constitution de la France, du 24 avril 1793, il déclara que « celui de tous les peuples le plus opprimé sera celui qui, par une tyrannie pleine de douceur, le serait au nom de ses propres droits ». N'est-ce pas une excellente définition du consensus et de l'impuissance politique ? La « douceur » qu'entrevoyait Saint-Just n'était peut-être pas celle que nous vivons, faite d'automobiles, de réfrigérateurs, de fours à micro-ondes et de télévisions. Mais que notre confort participe de la tyrannie démocratique n'est plus contestable. Au nom d'un bien-être réduit à l'accumulation de marchandises, la démocratie élude la question du pouvoir politique et du choix réel. En ne nous proposant plus qu'un choix entre l'un et l'un, ou l'autre et l'autre, et en conditionnant les citoyens afin qu'ils se satisfassent d'un tel choix au point de vanter les mérites de « leur » démocratie, le système actuel roule sur du velours. Ce qui remet en cause la démocratie capitaliste actuelle est qu'elle ne peut tenir ses promesses, que le niveau de vie baisse. Mais la remise en cause de l'ensemble du système est encore hors d'atteinte, car il ne fait aucun doute, pour une majorité de Français – et d'Européens et de Nord-

Américains – que le bonheur est dans le prêt. La consommation tient lieu d'éthique. L'économie a phagocyté la politique, et la démocratie nous fait croire qu'elle remplit son office si elle donne à manger à chacun et nous fait miroiter la possibilité de nous enrichir encore plus. Peu importe qu'ils ne s'agisse que d'illusions, car les objets qui composent cette prétendue richesse ne sont que des marchandises creuses – des « objets pauvres », disait Raoul Vaneigem <sup>7</sup>.

Saint-Just fut aussi le premier qui montra que la démocratie peut envoyer un ennemi à la guillotine sans le nommer, par la simple menace, et que cette menace en elle-même a un sens politique, qu'elle est une politique à elle seule – la politique de la Terreur. C'est ainsi que dans son discours contre les hébertistes du 23 ventôse an II, il réussit ce tour de force de faire condamner d'avance – et à mort – des ennemis qu'il ne nomme jamais. C'est tout le discours qu'il faudrait citer tant la manœuvre est à la fois grossière et efficace. En évoquant « la conjuration contre le peuple français » et en affirmant que « la Convention nationale étant investie par le peuple français de l'autorité nationale, quiconque usurpe son pouvoir, quiconque attente à sa sûreté ou à sa dignité, directement ou indirectement, est ennemi du peuple et sera puni de mort <sup>8</sup>», Saint-Just forge exactement le type d'argument que Sarkozy utilise désormais.

Car ce dernier rappelle à toute occasion qu'il a été élu – de même que la Convention – et que cela justifie d'emblée toute son action. Il s'identifie à la France et à ses intérêts, de même que Saint-Just pose l'identité entre la Convention et les Français.

---

<sup>7</sup> *Internationale situationniste*, numéro 7, avril 1962.

<sup>8</sup> *Œuvres complètes*, Saint-Just, p. 737.

Ainsi, Sarkozy est favorable à la Constitution européenne et son élection lui aurait donné toute autorité pour renégocier un traité que les Français ont pourtant explicitement repoussé en 2005. De même, toute la politique qu'il mène, qui n'a pas été décrite avec la clarté nécessaire avant son élection et ne l'est d'ailleurs toujours pas sur de nombreux points, devient incontestable, selon ce même argument de la valeur absolue de la délégation de pouvoir entérinée par sa victoire à la présidentielle. Ce qui justifie tout à fait l'emploi incessant qu'il fait du « je ». La démocratie se limite à la délégation de pouvoir à un chef, et peu importe que ce chef en abuse puisqu'il n'existe en réalité aucun mode de contestation directe et immédiate qui permettrait de dénoncer tout abus. On le constate : *la démocratie est niée à partir du moment où survient la délégation de pouvoir sans aucun contre-pouvoir réel.*

Ni Saint-Just ni les démocrates modernes ne prennent la peine de définir ce qu'ils veulent réellement – les termes programmatiques sont toujours vagues, comme la « croissance », « l'intégration européenne », « l'écologie » (à la façon du Grenelle de l'environnement)... –, et les politiques ne rendent aucun compte sur leur action – Saint-Just n'en a rendu compte que sur l'échafaud, ce qui était une façon de ne pas établir le bilan réel du pouvoir des jacobins, et donc laissait la voie libre à de nouvelles déviations contraires à l'exercice, par le peuple, de son pouvoir. Les « démocrates » se contentent de désigner, sans trop de précision, ce contre quoi nous devons lutter, tous ensemble : un ennemi du peuple, les ci-devant ou les partisans du retour du roi (surtout sans les nommer !) pour Saint-Just, les assistés ou les incompetents (toujours sans préciser à qui il pense) pour Sarkozy. Pour que cette mobilisation par le plus petit dénominateur commun fonctionne, Sarkozy comme Saint-Just ont dû noircir le contexte : en 1793, Saint-Just évoquait l'hydre de la

tyrannie ; de nos jours, Sarkozy nous flanque le blues en évoquant le lieu commun de la concurrence mondiale impitoyable. Cette propension à noircir le contexte politique, économique, militaire, n'est pas innocente puisque dans le danger, même fantasmé, l'être humain a tendance à souder les rangs pour faire face. Voilà à quoi est réduite la démocratie, un « tous ensemble » de pacotille, qui agrège les individus et les foules dans le combat contre un ennemi non identifié.

### **La confusion, une stratégie de pouvoir**

Sarkozy joue sur le terrain déminé par l'habile Saint-Just et depuis toujours cultivé par nos dirigeants, celui du « mensonge efficace », et même, peut-on dire, de l'hypocrisie terroriste. Le pouvoir nous abuse en chantant sans cesse les louanges d'une démocratie qu'il ne se risquerait pas à pratiquer. Depuis 1792, la démocratie moderne s'emploie à faire glisser hors des cadres du « vrai » les deux nécessités pour l'émancipation humaine que Camus associait avec raison en 1957 : « la liberté et la vérité ». Les moyens employés varient, mais la stratégie reste identique, au point que le faux est devenu un moment du vrai, comme l'affirmaient les situationnistes dès les années 1960.

La dictature tente désormais de s'afficher à visage découvert – paradoxe étonnant, mais pourtant bien réel. Par exemple, chacun comprend, sans qu'il soit besoin d'une analyse poussée, que le référendum de 2005 sur l'Europe n'aura servi à rien, et que le pouvoir ne nous laisse aucun autre choix que d'accepter le traité constitutionnel parce qu'une majorité d'entre nous ont voté pour Sarkozy (ou

pour Royal, qui était aussi pour l'Europe). Il n'y a déni de démocratie que pour ceux qui n'ont pas compris comment fonctionnait la démocratie. En réalité, nous patageons à la fois dans l'hypocrisie et dans l'expression sans fard de l'arbitraire dictatorial. Si l'on ne dénonce pas à la fois l'un et l'autre – ce que ne peut faire par exemple le parti socialiste qui est pris dans les rets de l'hypocrisie tout autant que le parti du tyran –, on ne parle pas politique, mais politicaillerie.

Les cadres de la dictature au sens classique du terme sont tous là, bien en place : possibilité de contrôle social et policier intégral, militarisation de la société (plan Vigipirate permanent, contrôles divers nécessités par l'industrie nucléaire ou les OGM, par exemple), trucage<sup>9</sup> des élections (que l'on pourrait donc abandonner car il n'est pas la peine de dépenser des millions et de perdre autant de temps pour aboutir à ce que les deux candidats qui restent immanquablement en lice pour le second tour des présidentielles appartiennent toujours et de toute façon aux trois ou quatre partis qui acceptent intégralement ce jeu de dupes)...

La propagande officielle mélange l'ennemi intérieur et extérieur ; les assistés et les incompetents sont, à l'intérieur, ce que les Chinois, les ayatollahs et les terroristes sont à l'extérieur : des concurrents contre lesquels les bons et braves démocrates ne peuvent lutter qu'en se donnant des armes quelque peu « autoritaires », en tout cas qui constituent des entorses à la démocratie... En instaurant la confusion comme une stratégie de pouvoir,

---

9 Trucage car lorsque les médias français consacrent plus de 80 % de leur temps et de leurs colonnes politiques à deux seuls partis, l'UMP et le PS, lesquels ne totalisent même pas 46 % des voix lors d'un premier tour d'élections présidentielles, cela signifie qu'il y a propagande incessante par matraquage – et non information. À ce niveau-là, ne pas parler de « trucage » revient à se voiler la face.

l'État moderne recherche la mort de la politique. Il ne l'atteindra pas forcément, car ce n'est pas parce que Sarkozy vise la fin de la politique comme Fukuyama vise la fin de l'histoire que la politique a dit son dernier mot.

Nous nous trouvons en effet au moment où Sarkozy tente d'approfondir ce qu'il nomme sans rire la « rupture ». Croyant en son succès ou pressé par ses commanditaires, les grands patrons notamment, il voudrait céder à la tentation de baisser les masques et d'avancer ouvertement vers un autoritarisme dictatorial. Ainsi, il ne craint pas de parler du pouvoir d'achat tout en faisant un cadeau fiscal de 14 milliards d'euros à ses proches – les « ultra-riches », ceux-là mêmes que George W. Bush appelle « sa base électorale ». Cette forme de dictature *people* s'appuie sur un consensus par le vide : nous devrions soutenir finalement ce système-là et ces hommes de pouvoir là parce que, face à eux, on ne voit rien que du vide.

À nous de nous engouffrer dans cette brèche, qui ouvre de fait une perspective : parler de nouveau de politique, et pas de façon superficielle. Reprenons la question que posait Marcuse il y a trente ans. Constatons que, dans la société actuelle, la question de l'émancipation se pose en des termes nouveaux car la démocratie n'est plus qu'une « démocrature » selon le néologisme forgé par Eduardo Galeano – un hybride de démocratie et de dictature. Une dictature arrivée aux commandes par la voie que nous appelons encore « démocratique », sans réaliser vraiment que nous ne parlons que d'un mécanisme rouillé, alors que ce qui compte est l'huile qui fait fonctionner ce mécanisme : l'intelligence politique, la possibilité de choix réels, le débat de fond... Nous avons besoin d'analyser la démocrature, cette forme nouvelle du consensus, afin d'agir sur l'essentiel, et non plus au jour le jour comme tout nous y entraîne. Et à partir de ce constat étayé de la faillite de la

démocratie, redonner à l'utopie, au politique, à l'invention et au rêve leurs lettres de noblesse, afin de mettre à bas tout l'édifice oppressif qui se met en place.

**Philippe Godard, Auteur de *Des démocraties dans l'Histoire*, avec Pascal Pilon, éditions Autrement Jeunesse, 2007.**